



2014 : En finir avec l'austérité !



Pour les salaires, l'emploi, la protection sociale
Je me défends, je revendique, je fais grève,
je manifeste le 18 mars dans l'unité

10 H 30

ORLEANS : Place du Martroi

MONTARGIS : Place du Pâtis

GIEN : Place de la Victoire



Au regard du constat accablant des politiques actuelles, il devient urgent de nous mobiliser et d'élever le mouvement social pour imposer un changement de cap politique. Il faut se tourner vers le progrès social, contre l'austérité, pour favoriser la croissance, le maintien et le développement de l'emploi, l'augmentation des salaires et des pensions, des revenus de remplacement et une protection sociale de haut niveau.

Une première étape de mobilisation a eu lieu le 6 février : 150 000 salariés actifs, retraités, privés d'emploi ont manifesté en France, 1000 à Orléans, 300 à Montargis, pour l'emploi, les salaires, la protection sociale et les conditions de travail.

Ils ont dénoncé les effets dévastateurs de la financiarisation de l'économie.

Medef et gouvernement s'accordent tous les droits, aggravent la dette publique par les 230 milliards d'euros d'aides aux entreprises, gavent leurs complices de la finance avec les intérêts de cette dette puis augmentent la TVA et les impôts des ménages pour combler les déficits.

Il nous faut arrêter ce véritable hold-up contre les salariés et les populations, qui accentue les politiques d'austérité et détruit toutes perspectives de progrès social dans notre pays.

Le modèle économique que l'on nous impose privilégie la rémunération des actionnaires au détriment des salaires, de l'investissement, de la protection sociale et du bien commun.

Il faut inverser cette logique : les richesses créées par notre travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux et au développement de l'emploi stable.

Le mardi 18 mars, dans l'unité, les salariés doivent se faire entendre ! Ce jour-là, nous manifesterons pour l'augmentation des salaires et pensions, l'emploi, la protection sociale.

Débattons de nos revendications, décidons de l'action, (grève ou arrêts de travail) pour venir aux manifestations interprofessionnelles, agissons pour ouvrir des négociations dans chaque entreprise ou établissement.

Pour le progrès social, la CGT propose :

- Porter le SMIC à 1700€ brut par mois comme base des grilles de salaires ;
- Ouvrir des négociations salariales dans les entreprises avec la reconnaissance des qualifications ;
- Augmenter les salaires, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux ;
- Exiger un revenu de remplacement décent pour tous les privés d'emploi ;
- Contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- Stopper les suppressions d'emplois et créer des droits nouveaux pour les représentants des salariés des entreprises ;
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
- Réformer la fiscalité en profondeur, créer de nouvelles tranches d'impôts pour les hauts revenus ;
- Ramener l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour tous et des départs anticipés pour travaux pénibles ;
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif ;
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.



GRÈVES ET MANIFESTATIONS MARDI 18 MARS

Emploi, Salaires, Sécurité Sociale, Services Publics Abandon du pacte de responsabilité !

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites, « l'accord interprofessionnel » (ANI) et la loi qui en découle, témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail voulus par le patronat, et soutenus par l'actuel gouvernement, c'est l'application entre autres des traités européens ayant un seul objectif : l'austérité, et son cortège de récessions d'une part, l'augmentation des profits des actionnaires d'autre part.

Les organisations syndicales du Loiret CGT, FO, FSU, Solidaires considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

- L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,
- L'arrêt des licenciements, des délocalisations et des fermetures d'usines,
- La préservation et le développement des emplois industriels et publics,
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes, dont 25% sont au chômage,
- L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat.

Contre « le pacte de responsabilité » qui vise à entrainer les organisations syndicales dans la mise en œuvre de la rigueur, **nos organisations syndicales** exigent le maintien du financement de la branche famille par la cotisation « dite patronale », partie intégrante du salaire (30 milliards d'€) et l'annulation des économies annoncées de 68 milliards d'euros sur la dépense publique dans les 4 ans à venir.

Les organisations syndicales soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours.

Elles appellent l'ensemble des salariés (public/Privé), les chômeurs, les retraités à la grève interprofessionnelle, à des débrayages et à manifester dans l'unité le mardi 18 mars.

A Orléans le 21 février 2014

3 MANIFESTATIONS DANS LE LOIRET

10 H 30

**Orléans : Place du Martroi
Montargis : place du Pâtis
Gien : Place de la Victoire**